Envois de fonds des travailleurs immigrés turcs : évolutions et contributions au développement économique

Deniz AKAGÜL

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/356>

DOI : 10.4000/cemoti.356

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1992

Pagination :

81-93

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Deniz AKAGÜL, « Envois de fonds des travailleurs immigrés turcs : évolutions et contributions au développement économique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 13 | 1992, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/356> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.356>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Envois de fonds des travailleurs immigrés turcs : évolutions et contributions au développement économique

Deniz AKAGÜL

RÉSUMÉS

L'émigration de la main d'œuvre turque vers l'Europe, en particulier vers l'Allemagne, depuis la fin des années cinquante, joue un rôle important dans les équilibres macro-économiques en Turquie, en atténuant non seulement les tensions exercées sur le marché de l'emploi, mais aussi la contrainte extérieure par les envois de fonds qu'elle engendre. Avec la tendance à l'installation définitive des migrants turcs dans les pays d'accueil, les déterminants de ces envois ont changé de nature ; les variables démographiques ont cédé progressivement leurs places aux variables financières comme le taux de change, le différentiel d'intérêt.... En même temps, les investissements des migrants dans les pays d'accueil ont pris de l'ampleur, notamment en Allemagne. Les pouvoirs publics turcs, en collaboration avec les autorités allemandes, ont essayé d'orienter les envois des migrants, qui ont correspondu en moyenne à 2 % du PNB turc, vers des investissements productifs. Mais les expériences des coopératives de villages des années soixante et des sociétés ouvrières des années soixante-dix se sont révélées décevantes, tant pour les pouvoirs publics que pour les migrants. Ces derniers se méfient des projets collectifs et ils ont une nette préférence pour les placements individuels dans le secteur tertiaire et immobilier. Finalement, si les envois de fonds ont contribué à desserrer la contrainte extérieure, leur contribution au développement économique par le biais des investissements productifs reste ambiguë.